

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/262
27 février 1998

(98-0794)

Original: anglais

BHOUTAN - DEMANDE DE STATUT D'OBSERVATEUR

Communication du Bhoutan

Le Ministre du commerce et de l'industrie du Bhoutan a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 février 1998.

Au nom du gouvernement royal du Bhoutan, j'ai l'honneur de présenter une demande de statut d'observateur auprès du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de ses organes subsidiaires.

Je saisis cette occasion pour indiquer que le gouvernement royal du Bhoutan a l'intention de présenter une demande d'accession aux Accords de l'OMC dans un futur proche. En attendant, le statut d'observateur lui permettrait de se familiariser avec l'OMC et ses règles et procédures.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer la présente demande et le document qui lui est joint au Conseil général pour sa prochaine réunion.

APERCU DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET DU REGIME
DE COMMERCE EXTERIEUR DU BHOUTAN

I. INTRODUCTION

A. Le pays

1. Le Royaume du Bhoutan, qui couvre environ 46 500 km², s'étend du nord au sud sur 150 km et d'est en ouest sur 300 km. Il est entouré de la région tibétaine de la Chine et des Etats indiens d'Arunachal Pradesh, d'Assam, du Bengale occidental et du Sikkim. C'est l'un des pays les moins peuplés de l'Asie du Sud, la plupart des zones de peuplement se trouvant dans les vallées fluviales et alentour. Sa population, qui est estimée à 1 600 000 habitants, devrait continuer d'augmenter régulièrement étant donné le taux de croissance démographique actuel, qui est de 3,1 pour cent par an. Des mesures visant à promouvoir le planning familial sont cependant prises.

2. Avec 72 pour cent du territoire couvert de forêts, de fortes déclivités, l'altitude élevée et l'étendue des réserves forestières et des refuges d'animaux, le pays a peu de terres se prêtant à la production agricole mécanisée à large échelle. Et, même s'il y avait plus de terres cultivables, les ressources humaines seraient insuffisantes étant donné les pratiques à forte intensité de main-d'oeuvre nécessaires. Les vallées fluviales et les terres des contreforts du sud représentent la plus grande partie des terres arables, alors que les terres de la ceinture alpine septentrionale situées au-dessous de la limite des neiges sont plutôt des pâturages.

3. Malgré cette situation, 85 pour cent de la population vit de l'agriculture, de l'élevage et des autres activités traditionnelles du secteur primaire. L'emploi dans les secteurs modernes de l'économie est encore faible, si l'on excepte divers services publics et certaines branches du commerce et de l'industrie. Le développement industriel est également limité et n'offre pas encore beaucoup de débouchés. L'Etat a créé plusieurs entreprises manufacturières, mais le secteur privé a pris ou est en passe de prendre à sa charge leurs activités. Contrairement à ce qui se passe dans de nombreux autres pays en développement, le chômage n'est pas encore un problème urgent mais des signes alarmants commencent à apparaître.

B. L'économie

4. A des fins de comparaison, le Bhoutan comptait à la fin de 1985 24 années de développement planifié. L'agriculture continuait de dominer l'économie et la plus grande partie des Bhoutanais vivaient de cette activité et de l'élevage. En 1985, l'agriculture représentait 54,9 pour cent du PIB; venait ensuite le secteur de la construction qui y contribuait pour 11,1 pour cent. Les autres secteurs représentant une part importante du PIB (plus de 8 pour cent chacun) étaient les services gouvernementaux et le commerce et les activités connexes. La part des services financiers était de 7,2 pour cent, celles des transports, des communications et du secteur manufacturier, encore très peu développés, de 5,2 et 4,9 pour cent seulement respectivement.

5. Durant les dix années qui ont suivi, c'est-à-dire de 1985 à 1995, l'économie a connu un taux de croissance annuel de 6,8 pour cent, et le PIB réel a doublé, passant de 1 510,8 à 2 946,0 millions de ngultrums. Ces résultats s'expliquaient en grande partie par la mise en oeuvre du projet hydroélectrique (336 MW) de chukha en 1987/88 et par les liaisons en aval créées avec d'autres secteurs, et plus particulièrement les industries consommatrices d'énergie comme celles du carbure de calcium et du ferrosilicium.

6. L'épargne s'est considérablement accrue entre 1985 et 1994, passant de -4,9 à 2 523,8 millions de ngultrums. On peut largement attribuer cette croissance à l'épargne du secteur privé. L'épargne publique, en revanche, est restée essentiellement négative et représentait une part négligeable du PIB.

7. La part des dépenses de consommation dans le PIB a peu à peu diminué, tombant de 86 pour cent en 1985 à 63 pour cent en 1994. La consommation privée a chuté de 68 à 39 pour cent. L'indice des prix à la consommation a augmenté en moyenne de 9,5 pour cent durant ces dix années.

8. Alors que les exportations vers l'Inde et les autres pays ont poursuivi leur croissance en termes absolus, les importations ont également continué de progresser grâce aux programmes de construction et de développement soutenus par l'aide extérieure. Jusqu'à une époque récente, la balance commerciale est jusqu'ici toujours restée déficitaire. Néanmoins, toujours grâce à l'aide extérieure, le Bhoutan affichait un excédent de sa balance des paiements et une accumulation de ses réserves en devises permettant de financer 18 mois d'importations à la fin de 1995 (et 24 mois en 1998, grâce aux recettes tirées des exportations et du tourisme).

9. Avec un PIB d'environ 327 millions de dollars EU, l'économie du Bhoutan est modeste, mais elle est étroitement liée à l'économie de l'Inde grâce à la liberté des échanges entre les deux pays. Le Bhoutan a sa propre monnaie, le ngultrum, qui est maintenue à parité avec la roupie indienne, laquelle a cours légal dans le pays. L'aide accordée par l'Inde sert à financer encore un quart des dépenses de développement. Le Bhoutan bénéficie également de l'aide extérieure de 15 organisations multilatérales, 19 donateurs (aide bilatérale), quatre institutions financières (la BAD, la Banque mondiale, le FIDA et KFAED) ainsi que d'organisations non gouvernementales. La plupart des échanges s'effectuent avec l'Inde, qui assure 72 pour cent du total des importations et absorbe 92 pour cent des exportations. Les autres pays représentent 28 pour cent des importations et 8 pour cent des exportations. Les principales importations et exportations de l'année 1995/96 sont indiquées ci-après:

Principales importations: (en millions de ngultrum)		Principales exportations: (en millions de ngultrum)	
- huiles et combustibles minéraux	379 (10%)	- énergie électrique	721 (22%)
- céréales	268 (7%)	- carbure de calcium	499 (15%)
- chaudières et machines	249 (7%)	- ferrosilicium	339 (10%)
- graisses et huiles végétales	135 (4%)	- contreplaqués	329 (10%)
- boissons et spiritueux	127 (3%)	- ciment portland	278 (8%)
- fer et acier	115 (3%)	- cardamome	74 (2%)
- véhicules et pièces détachées	111 (3%)	- grumes (bois dur)	72 (2%)
- machines et équipements électriques	107 (3%)	- mélanges de jus	66 (2%)

II. STRATEGIE GLOBALE DE DEVELOPPEMENT

10. Les efforts de développement du Bhoutan ont visé systématiquement les objectifs suivants: amélioration du niveau de vie, développement durable et sauvegarde des valeurs religieuses et culturelles et de l'environnement naturel. Depuis l'ouverture des frontières dans les années 60, le gouvernement royal a recouru de manière sélective à l'aide extérieure pour soutenir ses plans de développement tout en veillant à ce que cette aide reste dans des limites raisonnables plutôt que de créer une dépendance durable. Comme dans tous les pays, le maintien de la sécurité nationale est perçu comme une condition préalable à la paix, au développement véritable et à l'amélioration du niveau de vie.

11. Ces objectifs généraux sont repris dans le huitième Plan quinquennal. Les principaux buts et les stratégies qui y sont exposés sont les suivants:

- a) parvenir à l'autonomie et plus particulièrement à la mobilisation des ressources internes;
- b) promouvoir la stabilité;
- c) mettre en valeur les ressources humaines et renforcer les institutions;
- d) assurer et promouvoir un développement équilibré;
- e) améliorer la qualité de la vie;
- f) promouvoir l'efficacité économique;
- g) encourager la décentralisation et la participation de la communauté;
- h) maintenir la sécurité nationale; et
- i) privatiser et développer le secteur privé.

Les éléments ci-après viennent s'y ajouter:

- nécessiter d'accroître le revenu national net du royaume en augmentant la part du produit national net provenant du secteur industriel;
- promouvoir le développement industriel dans une économie de libre entreprise;
- réglementer et encourager le secteur privé;
- augmenter les exportations vers des pays tiers;
- accroître les recettes de l'Etat en imposant des taxes plus élevées à un secteur commercial en expansion et plus efficace; et
- promouvoir, là où cela est possible, le développement durable des ressources du royaume.

Les stratégies appliquées pour atteindre les objectifs en matière de privatisation sont les suivantes:

- a) recourir aux mécanismes du marché en privatisant d'autres entreprises publiques et en confiant les nombreuses activités des services officiels au secteur privé;

- b) remplacer les restrictions quantitatives par des droits de douane, réduire ceux-ci et simplifier la structure de la taxe sur les ventes;
- c) favoriser une croissance régionale équilibrée en stimulant la croissance dans les secteurs manufacturier et commercial;
- d) promouvoir l'activité d'entreprise et de gestion locale; et
- e) favoriser l'épargne et l'investissement dans l'économie bhoutanaise.

III. MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Dans une perspective macro-économique, le huitième Plan quinquennal est axé sur les principaux domaines suivants:

- a) Energie hydroélectrique et industries

Le développement de l'énergie hydroélectrique et des industries est considéré comme une stratégie importante pour favoriser la réalisation des objectifs d'autonomie et de stabilité. L'énergie hydroélectrique est l'une des principales ressources renouvelables (potentiel: 30 000 MW, capacité installée actuelle: 400 MW, et installations en construction: 1 100 MW) qui doit être pleinement exploitée aux fins du développement économique et qui devrait avoir des retombées sur la mise en place d'industries, le développement économique et l'amélioration du niveau de vie.

- b) Infrastructure

L'infrastructure est considérée comme la condition nécessaire de toute opération de développement. Le Bhoutan a déjà mis en place de solides moyens de télécommunication au niveau national et international. La dispersion des zones de peuplement qu'impose le paysage montagneux et accidenté rend cependant difficile le développement de l'infrastructure. Vingt pour cent des dépenses prévues dans le huitième Plan quinquennal ont été affectées à ce secteur, pour des services tels que les télécommunications, les routes, les transports et les zones de peuplement, afin d'améliorer et de développer encore les facilités existantes.

- c) Développement du secteur des ressources naturelles renouvelables

Le développement de ce secteur est d'autant plus important que 85 pour cent de la population en dépend. Il est particulièrement utile pour atteindre l'objectif national consistant à assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires et à accroître les revenus des ménages au niveau local. Ce secteur a fait l'objet d'une priorité absolue dans tous les plans quinquennaux. Il continuera, pendant le huitième Plan, d'être axé sur le développement de la production alimentaire et des cultures de rapport (pommes de terre, pommes, oranges, cardamome, gingembre, etc.), l'objectif étant d'améliorer le revenu des ménages et d'augmenter le niveau de vie.

- d) Industries extractives

Un taux de croissance de 20 pour cent est prévu grâce au début des travaux de construction du projet de cimenterie de Dungsum et à l'extension de la cimenterie de Penden. Le Bhoutan exploite la pierre à chaux, la dolomite, le charbon, le gypse et d'autres minéraux - principalement pour l'industrie et l'exportation.

e) Construction

Etant donné les tendances passées - un taux de croissance de 24 pour cent - et les investissements à venir dans des projets d'électricité, un taux de croissance de 7 pour cent est prévu.

f) Secteur manufacturier

Depuis les années 80, le secteur manufacturier a augmenté de 15 pour cent par an en moyenne, malgré une base limitée. Cette croissance est cependant tombée à 9,1 pour cent pendant le septième Plan quinquennal. Elle devrait remonter à 12 pour cent pendant le huitième Plan.

g) Agriculture

D'après les tendances passées, une augmentation annuelle de 3 pour cent est prévue. Pour la sylviculture et l'exploitation des forêts, le taux de croissance serait de 2 pour cent par an, compte tenu de ces tendances et de l'accent mis sur la viabilité écologique.

h) Santé et éducation

Le Bhoutan est désireux de mener à bien le projet "Santé pour tous" d'ici à l'an 2000. A cette fin, plusieurs programmes sont mis en oeuvre, dont le Programme de vaccination élargi, le Programme national de lutte contre la tuberculose, le Programme de lutte contre la lèpre, le Programme de lutte contre la malaria, le Programme national de prévention des MST et du SIDA et de lutte contre ces maladies. En 1992/93 près de 70 pour cent de la population bénéficiait de services de santé, et ce chiffre a dépassé 90 pour cent durant le septième Plan quinquennal.

En mai 1995, on comptait dans le pays 102 écoles communales, 143 écoles primaires et sept écoles primaires dispensant un enseignement primaire. De plus, la totalité des 19 collèges comprenaient des sections primaires. En tout, 59 718 élèves étaient inscrits dans des programmes d'enseignement primaire (PP-VI), dont 25 872 filles (soit 43 pour cent). Dans le secondaire, on comptait en 1995 19 collèges (classe VIII) et neuf lycées (classe X) dont quatre offraient également un enseignement supérieur (classes XI-MI). Les effectifs dans les collèges et lycées étaient respectivement de 8 123 et de 3 432. Dans les classes M et XR, ils étaient de 667. Les filles (5 120) représentaient 42 pour cent des effectifs à ces niveaux. L'enseignement supérieur est, lui, assuré par le Sherubtse College qui offre des programmes d'études générales et des programmes spécialisés pour des licences en sciences, en lettres et en commerce. Les effectifs dans l'ensemble des établissements bhoutanais sont passés de 70 886 en 1994 à 92 267 (environ un septième de la population) en 1997.

L'institut national d'éducation propose des cours pour un certificat d'enseignement de troisième cycle, une licence d'enseignement et une formation d'instituteurs alors que le Centre de formation des enseignants offre des programmes de formation d'instituteurs d'une durée de deux ans. En 1996, les effectifs du Sherubtse College, de l'Institut national d'éducation et du Centre de formation des enseignants étaient respectivement de 445, 189 et 177.

Il existe également deux centres de formation technique dans le pays qui offrent des cours supérieurs de génie électrique, de génie civil et de génie mécanique et des cours sanctionnés par un certificat, en mécanique de moteur, mécanique générale, électricité, construction immobilière et dessin industriel.

Par ailleurs, il y a à l'école de Simtokha Rigney qui se concentre sur l'étude de la langue et des arts traditionnels Dzongkha, l'Institut national pour les handicapés et le Sanskrit Pathsalas qui offre un enseignement en sanskrit.

i) Mise en valeur des ressources humaines

La mise en valeur des ressources humaines, qui est considérée comme l'un des domaines clés du développement socio-économique, bénéficie d'une haute priorité. A cette fin, les autorités encouragent vivement la formation dans le pays et à l'extérieur.

IV. REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR

12. Le Bhoutan et l'Inde ont signé un accord de libre-échange. Le Bhoutan est aussi signataire d'un accord similaire avec le Bangladesh, en vertu duquel chacun accorde à l'autre des droits préférentiels sur divers produits de base.

13. Le Bhoutan bénéficie également de deux régimes tarifaires multilatéraux préférentiels:

- l'Arrangement commercial préférentiel de l'Asie du Sud, et
- le Système généralisé de préférences (SGP).

a) Règles et réglementations douanières et Tarif des douanes de 1996

Le Bhoutan n'est pas membre de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et il n'a adhéré à aucune Convention internationale. Les opérations de l'administration douanière sont actuellement régies par les règles et réglementations douanières et le Tarif des douanes de 1996.

b) Du fait de l'Accord de libre-échange entre l'Inde et le Bhoutan, aucun droit de douane n'est imposé sur les importations et les exportations des deux pays.

Toutes les marchandises venant de pays tiers doivent être déclarées au point d'entrée à des fins d'inspection douanière et de prélèvement des droits d'importation, conformément au Tarif des douanes en vigueur, lesquels varient actuellement de 0 à 100 pour cent selon la nature des marchandises. Ces importations ne peuvent être utilisées ou vendues que sur le territoire bhoutanais et font l'objet d'une licence d'importation délivrée par le Ministère des finances (voir le tarif figurant à l'annexe A). La réexportation vers l'Inde des marchandises importées est interdite.

c) Exemption tarifaire

Si le gouvernement royal du Bhoutan, ou plus précisément le Ministère des finances, estime qu'il est nécessaire, pour des raisons d'intérêt public, d'exonérer toute marchandise ou catégorie de marchandises des droits de douane applicables, il peut le faire en émettant un certificat d'exemption des droits d'importation.

d) Autres droits et impositions - Frais d'entreposage et de stockage

L'administration des douanes peut agréer un entrepôt de douane dans lequel des marchandises passibles de droits peuvent être mises en dépôt sans que les droits ou taxes soient acquittés. Avec l'accord d'un agent des douanes, toute marchandise entreposée peut être dédouanée par l'importateur ou par son propriétaire pour sa consommation ou pour

l'exportation sur présentation des formulaires d'importation ou d'exportation requis suivant le cas et moyennant paiement de tous droits, taxes, amendes, frais de location ou autres dus.

Pour les marchandises stockées dans un entrepôt de douane, les douanes feront payer les frais de location ou autres frais de stockage. Si les marchandises entreposées ne sont pas dédouanées dans un délai de 14 jours suivant l'émission de l'avis de réception, les frais de stockage seront perçus aux taux approuvés par le gouvernement royal et affichés dans l'entrepôt.

e) Restrictions à l'importation

L'importation au Bhoutan des marchandises suivantes est prohibée:

- i) stupéfiants et drogues et substances psychotropes;
- ii) articles pornographiques; et
- iii) toute autre marchandise interdite par les lois, conventions ou traités internationaux auxquels le Bhoutan a adhéré.

L'importation au Bhoutan des marchandises suivantes fait l'objet de restrictions et exige une autorisation spéciale des services compétents du gouvernement royal:

- i) armes et munitions;
- ii) explosifs et engins explosifs;
- iii) animaux et plantes appartenant à des espèces menacées d'extinction, leurs parties et les produits dérivés;
- iv) déchets et résidus industriels;
- v) équipement de télécommunication sans fil et de télédétection, matériel de radiodiffusion;
- vi) véhicules usagés ou d'occasion; et
- vii) produits chimiques.

f) Restrictions à l'exportation

L'exportation des marchandises suivantes est strictement prohibée:

- i) antiquités;
- ii) animaux et plantes appartenant à des espèces menacées d'extinction, leurs parties et les produits dérivés.

g) Evaluation en douane

Bien que le Bhoutan ne soit signataire d'aucun accord international sur l'évaluation en douane, il suit la définition de la valeur en douane de Bruxelles. Lorsque le droit de douane est perçu sur la valeur c.a.f. de toute marchandise ou que la valeur doit être déterminée aux

fins d'une disposition des réglementations et règles douanières, ladite valeur est le prix auquel cette marchandise est normalement vendue pour être livrée au moment et au lieu de livraison pour l'importation ou l'exportation, selon le cas, dans le cadre d'un échange international.

- Evaluation d'après la liste des prix minimaux des produits de base:
Lorsque l'agent des douanes a des doutes quant à la valeur déclarée, il la détermine d'après la liste normale des prix.
- Evaluation selon la meilleure estimation:
Quand la valeur d'un bien ne peut être déterminée conformément aux règles douanières, l'agent peut déterminer la valeur selon sa meilleure estimation, de la manière suivante:

L'importateur, l'exportateur, le propriétaire ou la personne qu'ils ont autorisée doit soumettre les factures se rapportant à ces marchandises et la valeur qui y est indiquée sera considérée comme la valeur des marchandises. Cependant, si l'agent des douanes a des raisons de penser que ces documents ont peu de chance d'être remis dans un délai raisonnable ou qu'ils ne donnent pas la valeur exacte, cette valeur est déterminée sur la base d'un ou de plusieurs des éléments suivants:

- i) prix perçu dans le cours normal des ventes par un producteur ou un fabricant des marchandises au Bhoutan, dans des conditions de concurrence;
 - ii) prix auquel ces marchandises ou des marchandises similaires sont offertes à la vente dans le pays d'origine;
 - iii) si aucun des prix mentionnés ci-dessus n'est disponible, l'agent des douanes peut déterminer la valeur selon sa meilleure estimation en se référant à des enquêtes sur le marché et à la liste des prix internationaux de ces marchandises, s'il en existe.
- h) Formalités douanières

Le Bhoutan n'a pas adhéré à la Convention de Kyoto pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers. Les formalités douanières sont exposées dans leurs grandes lignes dans les Règles et réglementations douanières de 1996.

Règles et réglementations douanières de 1996

Les Règles et réglementations douanières de 1996 résultent d'un effort visant à établir des règles et procédures douanières complètes pour permettre au Département des douanes et des impôts du Ministère des finances d'exercer un contrôle efficace sur toutes les importations et exportations ainsi que sur la perception des droits et taxes douaniers, conformément à la politique du gouvernement royal. Ces règles sont établies sur la base des pratiques douanières internationales dans le but de mettre en place une procédure simplifiée pour faciliter les échanges internationaux dans le cadre d'un système harmonisé. Elles doivent être appliquées conformément à cette politique et à d'autres lignes directrices qui seront périodiquement publiées par le Ministère du commerce et de l'industrie. Ces lignes directrices devraient viser à améliorer la balance commerciale et à assurer le respect des obligations et la réalisation des objectifs découlant pour le gouvernement royal d'accords bilatéraux, régionaux et internationaux dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale des douanes.

i) Réglementation des exportations

- Licence/certificat d'exportation

Seules les marchandises accompagnées d'une licence d'exportation délivrée par le Ministère du commerce et de l'industrie du gouvernement royal peuvent être exportées vers un pays tiers (autre que l'Inde). Ces licences doivent donner une description complète et préciser la valeur des marchandises autorisées à être exportées.

- Politique d'exportation

Nonobstant la clause qui précède, le gouvernement royal peut, par voie de notification, prescrire la procédure relative à la délivrance de la licence et élaborer la politique régissant l'exportation de marchandises ou d'une catégorie de marchandises.

- Condition et validité de la licence

Une licence d'exportation peut être délivrée avec ou sans condition et doit mentionner sa durée de validité.

- Présentation de la licence

Pour dédouaner des marchandises, il est nécessaire de présenter l'original de la licence d'exportation.

j) Licence commerciale

Les entreprises et établissements commerciaux qui prévoient d'effectuer des opérations d'importation sont tenus de s'enregistrer auprès du Ministère des finances. Nulle autre que la personne ou l'entreprise enregistrée auprès du Ministère des finances ne peut se voir accorder de licences d'importation pour importer des marchandises provenant de pays tiers, pour leur revente commerciale sur le territoire du Bhoutan.

i) le requérant doit être un citoyen bhoutanais et être titulaire de licences commerciales valides pour les marchandises destinées à être importées;

ii) le requérant doit avoir un établissement commercial doté de l'infrastructure nécessaire aux activités d'importation;

iii) à l'enregistrement, le Ministère des finances attribue un code spécifique à chaque importateur. Chaque demande de licence d'importation présentée par un importateur enregistré doit impérativement porter ce code.

ANNEXE

TARIF DOUANIER - 1996

Règles et réglementations douanières de 1996

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
	SECTION I: ANIMAUX VIVANTS ET PRODUITS DU REGNE ANIMAL	0
1	Animaux vivants Bétail, y compris la volaille	0
2	Viandes et abats comestibles Mouton frais, poulet, boeuf, porc, poisson et toute autre viande, crue ou congelée (pas en boîtes de conserve)	0
3	Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques - frais	10
4	Lait et produits de la laiterie: oeufs, lait, miel naturel, produits comestibles d'origine animale a) Frais ou non transformés b) Transformés	10 20
5	Autres produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs comme les peaux, les cheveux, les os, etc.	10
	SECTION II: PRODUITS DU REGNE VEGETAL	
6	Plantes vivantes et produits de la floriculture: bulbes, racines, semences, etc. et produits similaires; fleurs coupées a) Plantes vivantes, etc. b) Bambous c) Semences	0 0 10
7	Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires - frais et secs	10
8	Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons a) Frais ou secs b) Noix de bétel	10 20
9	Café, thé, maté et épices a) Thé - emballé/en vrac b) Epices - toutes les sortes c) Café en grains ou en poudre, y compris le café instantané	10 10 10
10	Céréales: froment (blé), maïs, riz, millet, etc., toutes les céréales alimentaires/les céréales/les graines de légumineuses	0
11	Produits de la minoterie; malt; amidons et féculs; inuline; gluten de froment	10
12	Graines oléagineuses; graines et fruits divers; plantes médicinales industrielles; pailles et fourrages	10
13	Gommes, résines et autres sucs et extraits végétaux	10
14	Matières à tresser et autres produits d'origine végétale comme les pailles de céréales, les bambous, etc.	0

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
	SECTION III: GRAISSES ET HUILES ANIMALES OU VEGETALES	
15	Graisses et huiles animales ou végétales; graisses alimentaires; cires d'origine animale ou végétale a) Brutes b) Raffinées	10 10
	SECTION IV: PRODUITS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES; BOISSONS, LIQUIDES ALCOOLIQUES ET VINAIGRES; TABACS	
16	Préparations de viandes, de poissons ou d'autres fruits de mer, emballées ou en conserve	20
17	Sucres et sucreries a) Sucre et mélasses b) Confiserie et sucreries	10 30
18	Cacao et ses préparations	30
19	Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculs ou de lait; pâtisseries, à l'exception du pain	30
20	Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes, emballées ou en conserve	30
21	Préparations alimentaires diverses a) Emballées	20
22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres a) Eau gazéifiée (boissons non alcooliques) et vinaigre b) Bière c) Boissons et liquides alcooliques	30 50 100
23	Résidus et déchets des industries alimentaires; impropres à l'alimentation humaine	*
24	Tabacs et produits du tabac fabriqués	100
	SECTION V: PRODUITS MINERAUX	
25	Sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments a) Sel b) Blocs de sable et boue (terre) c) Ciment d) Briques en argile e) Eclats et plaques de dolomie f) Eclats et plaques de pierres à chaux g) Dalles de marbre, éclats, plaques et articles à base de marbre h) Produits non dénommés ailleurs	0 10 20 20 20 20 20 20
26	Minerais, scories et cendres à usage industriel	10

* Produits interdits.

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
27	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales a) Bitumes b) Pétrole c) Diesel d) Lubrifiants e) Kérosène f) GPL g) Produits non dénommés ailleurs	5 5 5 20 5 5 5
	SECTION VI: PRODUITS DES INDUSTRIES CHIMIQUES OU DES INDUSTRIES CONNEXES	
28	Produits chimiques inorganiques; composés organiques de métaux précieux ou de métaux des terres rares	0
29	Produits chimiques organiques	10
30	Produits pharmaceutiques	10
31	Engrais	10
32	Extraits tannants; pigments et autres matières colorantes; peintures et encres a) Vernis, solvants pour peinture d'origine végétale, teintures de tous types b) Tous types de peintures, y compris les peintures-émulsions acryliques et plastiques, les laques, les peintures ou les couleurs à base de ciment, les peintures émail, les peintures liquides, etc. c) Produits non dénommés ailleurs	10 10 10
33	Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques a) Cosmétiques b) Huile pour cheveux c) Dentifrice, poudre, brosses d) Assortiments pour le rasage, rasoirs de sûreté, lames de rasoirs e) Bâtons d'encens f) Produits non dénommés ailleurs	30 30 30 30 30 30
34	Savons, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, produits d'entretien, cires, bougies a) Savons de tous types: savon de toilette, savon de rasage, savon de toilette à usages médicaux, savon liquide, poudre à laver, etc. b) Cirages pour chaussures, y compris les crèmes pour chaussures c) Produits non dénommés ailleurs	30 30 30
35	Matières albuminoïdes; produits à base d'amidons ou de féculés modifiés; colles; enzymes	10
36	Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; matières inflammables a) Explosifs b) Allumettes	* 20

* Produits interdits.

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
37	Produits photographiques ou cinématographiques a) Appareils photographiques et autres appareils de ce type, agrandisseurs, pièces détachées et leurs accessoires et composants; objectifs, pellicules, plaques, papiers, chiffons et autres accessoires utilisés dans ce domaine b) Equipements cinématographiques, y compris les caméras, les projecteurs, les appareils d'enregistrement du son et autres éléments	30 30
38	Produits divers des industries chimiques a) Insecticides, fongicides, herbicides, germicides et pesticides b) Produits non dénommés ailleurs	10 10
	SECTION VII: MATIERES PLASTIQUES ET OUVRAGES EN CES MATIERES; CAOUTCHOUC ET OUVRAGES EN CAOUTCHOUC	
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières a) Sous forme primaire b) Semi-finis c) Finis	10 20 30
40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc a) Sous forme primaire b) Semi-finis c) Finis	10 20 30
	SECTION VIII: PEAUX, CUIRS ET OUVRAGES EN CES MATIERES (AUTRES QUE LES PELLETERIES)	
41	Peaux et cuirs	10
42	Ouvrages en cuir: articles de voyage, sacs à main et ouvrages en boyaux a) Articles en cuir, autres que les chaussures b) Bagages, valises et sacs à main c) Autres produits, non dénommés ailleurs	30 30 30
43	Pelleteries et fourrures; pelleteries factices	30
	SECTION IX: BOIS, CHARBON DE BOIS ET OUVRAGES EN BOIS; LIEGE; OUVRAGES DE SPARTERIE OU DE VANNERIE	
44	Bois, charbon de bois et ouvrages en bois a) Charbon b) Bois d'oeuvre c) Bois contreplaqués d) Meubles en bois fabriqués à l'aide de machines e) Meubles en bois fabriqués sans l'aide de machines f) Produits non dénommés ailleurs	10 10 30 30 30 30
45	Liège et ouvrages en liège	10
46	Ouvrages de sparterie ou de vannerie	10
	SECTION X: PATE DE BOIS; DECHETS ET REBUS DE PAPIER OU DE CARTON	
47	Pâte de bois; déchets et rebus de papier ou de carton	10
48	Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	10

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
49	Produits de l'édition ou de la presse; textes manuscrits ou dactylographiés; plans; cartes a) Journaux b) Livres et publications périodiques imprimées c) Produits non dénommés ailleurs	5 5 5
	SECTION XI: MATIERES TEXTILES ET OUVRAGES EN CES MATIERES	
50	Soie a) Fils b) Tissus	10 20
51	Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin a) Textiles b) Fils	20 10
52	Coton a) Fils b) Tissus	10 20
53	Autres fibres textiles végétales a) Fils de papier b) Tissus de fils de papier	10 20
54	Filaments synthétiques ou artificiels a) Fils b) Tissus	10 20
55	Fibres synthétiques ou artificielles discontinues a) Fils b) Tissus	10 20
56	Ouates, feutres et non tissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages a) Fils b) Tissus	10 20
57	Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles	20
58	Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; tapisseries; passementeries; broderies	20
59	Tissus imprégnés ou stratifiés: articles techniques en matières textiles Feuilles stratifiées comme le formica, le sunmica et le linoléum	20
60	Etoffes de bonneterie	20
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	20
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	20
63	Autres articles textiles; assortiments; friperie et chiffons Couvertures	20
	SECTION XII: CHAUSSURES, COIFFURES, PARAPLUIES, CANNES, FOUETS ET CRAVACHES	
64	Chaussures, guêtres et articles analogues; parties de ces objets	20
65	Coiffures et parties de coiffures	20

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
66	Parapluies, ombrelles, cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et leurs parties	20
67	Articles en plumes ou en duvet; fleurs artificielles	20
	SECTION XIII: OUVRAGES EN PIERRES, PLATRE, CIMENT, MICA OU MATIERES ANALOGUES	
68	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, mica ou matières analogues	20
69	Produits céramiques Tuiles en céramique	20
70	Verre et ouvrages en verre Vaisselle	20
	SECTION XIV: PERLES FINES OU DE CULTURE, PIERRES GEMMES OU SIMILAIRES	
71	Perles, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux; bijouterie de fantaisie; monnaies 1) Or 2) Argent 3) Bijouterie précieuse et semi-précieuse 4) Bijouterie de fantaisie 5) Produits non dénommés ailleurs	30 30 30 30 30
	SECTION XV: METAUX COMMUNS ET OUVRAGES EN CES METAUX	
72	Fonte, fer et acier a) Produits de base b) Produits transformés	10 20
73	Ouvrages en fonte, fer ou acier a) Tôle galvanisée et ondulée b) Appareils; outils et outillage à main c) Articles autres que les ustensiles en acier inoxydable d) Tuyaux et tuyauterie (fer galvanisé, fer ondulé, PVC) e) Barres d'acier doux f) Câbles g) Articles d'hygiène ou de toilette et autres accessoires de salle de bain h) Barres pour le forage i) Parties de ponts préfabriquées j) Meubles en fer ou en acier k) Produits non dénommés ailleurs	20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20
74	Cuivre et ouvrages en cuivre a) Sous forme primaire b) Articles	10 20
75	Nickel et ouvrages en nickel a) Sous forme primaire b) Articles	10 20
76	Aluminium et ouvrages en aluminium a) Sous forme primaire b) Articles	10 20

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
77	Réservé pour une utilisation future éventuelle	
78	Plomb et ouvrages en plomb a) Sous forme primaire b) Articles	10 20
79	Zinc et ouvrages en zinc a) Sous forme primaire b) Articles	10 20
80	Étain et ouvrages en étain a) Sous forme primaire b) Articles	10 20
81	Autres métaux communs; cermets; ouvrages en ces matières a) Sous forme primaire b) Articles	10 20
82	Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs a) Articles de coutellerie b) Outils et outillage c) Produits non dénommés ailleurs	10 10 10
83	Ouvrages divers en métaux communs	20
	SECTION XVI: MACHINES ET APPAREILS, MATERIEL ELECTRIQUE ET LEURS PARTIES	
84	Machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils a) Equipements et machines industrielles b) Ascenseurs et leurs accessoires c) Machines à écrire, tabulatrices et calculatrices d) Balances et leurs composants e) Réfrigérateurs et leurs composants f) Machines à laver g) Engins de terrassement lourds comme les boteurs (bulldozers), les décapeuses (scrapers), les excavateurs, les chariots élévateurs, les machines pour la disposition des pieux, etc. h) Chariots-gerbeurs i) Chaudières, moteurs, etc.	0 10 10 10 10 10 0 10 10
85	Machines, appareils et matériels électriques; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son et des images et leurs parties a) Machines génératrices, moteurs, transformateurs, batteries et accessoires b) Appareils électriques, à usage domestique c) Appareils électriques pour l'éclairage/les installations électriques d) Appareils électriques pour les systèmes audio/vidéo et leurs accessoires, les récepteurs de télévision, les magnétoscopes, les chaînes stéréo, etc. e) Appareils électriques de chauffage et de refroidissement, et leurs accessoires f) Matériel de télécommunication et leurs accessoires g) Ordinateurs, matériel de bureau et leurs accessoires h) Produits non dénommés ailleurs	20 10 30 30 20 20 10 30

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
	SECTION XVII: MATERIEL DE TRANSPORT	
86	Véhicules et matériel pour voies ferrées; appareils mécaniques de signalisation pour voies de communications	10
87	Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires a) Scooters, cyclomoteurs, motocycles b) Véhicules automobiles légers c) Autobus et autocars d) Véhicules utilitaires e) Pièces détachées de véhicules f) Motoculteurs g) Tracteurs h) Voitures d'enfant, y compris les poussettes pour bébés i) Bicyclettes et autres cycles, sans moteur j) Produits non dénommés ailleurs	20 30 0 20 20 0 0 10 20 30
88	Navigation aérienne ou spatiale	10
89	Navigation maritime ou fluviale	10
	SECTION XVIII: INSTRUMENTS D'OPTIQUE, DE PHOTOGRAPHIE, DE MESURE, DE MUSIQUE; INSTRUMENTS MEDICO-CHIRURGICAUX; HORLOGERIE; PARTIES DE CES INSTRUMENTS	
90	Instruments d'optique, de photographie, de mesure, de précision; instruments médico-chirurgicaux a) Instruments d'optique et accessoires b) Matériel photographique et accessoires c) Matériel médical et accessoires d) Produits non dénommés ailleurs	10 30 10 30
91	Horlogerie a) Montres, réveils, pendules, horloges et appareils d'horlogerie similaires, certains mécanismes d'horlogerie, et leurs composants	30
92	Instruments de musique; parties et accessoires de ces instruments	30
	SECTION XIX: ARMES, MUNITIONS ET LEURS PARTIES ET ACCESSOIRES	
93	Armes, munitions et leurs parties et accessoires	*
	SECTION XX: MARCHANDISES ET PRODUITS DIVERS	
94	Meubles; mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires; appareils d'éclairage; constructions préfabriquées	30
95	Jouets, jeux, articles pour divertissements ou pour sports; leurs parties et accessoires a) Jouets b) Articles pour sports b) Produits non dénommés ailleurs	20 10 20

* Produits interdits.

Chapitre	Désignation des marchandises	Droit, en pourcentage
96	Ouvrages divers a) Etais à cigarettes et briquets b) Articles de bureau - balais, brosses, boutons, stylos y compris les stylos et crayons à bille, crayons - mines, pastels, craies et craies de tailleurs c) Articles de bureau - non dénommés ailleurs	30 10 10
	SECTION XXI: OBJETS D'ART, DE COLLECTION OU D'ANTIQUITE	
97	Objets d'art, de collection ou d'antiquité	30
98	Codes pour les transactions spéciales	
99	Réservé pour certains usages particuliers	